



## **Procès-Verbal des délibérations du Conseil Municipal**

Arrondissement de  
SELESTAT-ERSTEIN

**Séance du 6 juillet 2020**

Nombre des conseillers

élus : 15

Conseillers en fonction : 15

Sous la présidence de M. Denis RUXER, Maire

Excusés : M. Damien GRESSLER donne procuration à M. Laurent  
EISENECKER, Mme DA MATA RAFAEL Isabel donne  
procuration à Mme Nadia SCHWAB

Conseillers présents : 13

1. Adoption du procès-verbal du 8 juin 2020
2. Délégué SDEA
3. Désignation membre commission électorale
4. Désignation délégué CNAS
5. Nomination des commissaires pour la commission communale des impôts directs
6. Prime exceptionnelle en faveur des agents mobilisés durant l'état d'urgence sanitaire
7. Demandes de subventions pour vélos électriques
8. Formation des élus IPAG
9. Projet de reprise camping
10. Rapport d'activités Office nationale des Forêts 2019
11. Rapport d'activités SDIS 2019
12. Divers

### **1. Adoption du procès-verbal du 8 juin 2020**

Le procès-verbal de la séance du 8 juin 2020 est adopté à l'unanimité

### **2. Désignation du Délégué communal au SDEA**

-Entendu Monsieur le Maire qui informe le Conseil qu'en prolongement du renouvellement des conseils municipaux de mars 2020 il convient de désigner les représentants siégeant aux niveaux local, territorial et global du SDEA, conformément à ses statuts,

-Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 5721-2,

-Vu les statuts du SDEA et notamment ses articles 9, 11 ainsi que son annexe 2 fixant la représentation de chaque périmètre intégré à 1 délégué par Commune, par tranche de 3 000 habitants disposant d'autant de voix que de compétences transférées,

-Considérant la proposition de désigner un délégué commun représentant les différentes compétences du cycle de l'eau à l'appui d'une concertation Commune – Établissement Public de Coopération Intercommunal,

-Considérant que ce délégué commun pourra être issu du Conseil municipal ou du Conseil communautaire,

-Entendu les explications fournies par M. le Maire,  
le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

**-DÉSIGNE** en application de l'article 11 des statuts et par vote à bulletins secrets conformément à l'article L 2121-21 du CGCT,  
**Pour la compétence eau potable :**  
**Madame CREUTZBURG Valérie**

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

**Pour le Syndicat des 26 Communes ont été désignés :**  
**Titulaire : Philippe MULLER**  
**Suppléant : Denis RUXER**

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

**3. Désignation membre commission de contrôle électorale**

Le registre électoral unique mis en place à compter du 1er janvier 2019 entraîne des changements quant aux commissions de contrôle des listes électorales au sein de la commune. Cette commission de contrôle sera compétente pour l'ensemble de la commune. Elle devra se réunir au moins une fois par an et, en tout état de cause, entre le vingt-quatrième jour et le vingt et unième jour avant chaque scrutin. Outre veiller à la régularité des listes électorales, la commission sera chargée de statuer sur les éventuels recours administratifs formés par les électeurs contre des décisions de radiation ou des refus d'inscription sur les listes prises par le maire à leur encontre et procéder à des inscriptions ou radiations de personnes omises ou indûment inscrites.

**Désignation des membres à la commission :**

**Conseillers Municipaux : Chantal D'ALPAOS, David HOLTZINGER, Sandrine SOLLE**  
**Délégué Administration : Marcel SCHNELL**  
**Délégué Tribunal de Grande Instance : Marius BETTY**

**Adopté à l'unanimité**

**4. Désignation délégué CNAS**

Le maire explique le fonctionnement de la CNAS, l'action sociale pour les fonctionnaires  
Le Conseil désigne les représentants :

**Collège élus : Denis RUXER**  
**Collège agents : Brigitte JEHL**

**Adopté à l'unanimité**

**5. Nomination des commissaires pour la commission communale des impôts directs**

Suite à la proposition faite par délibération du conseil municipal du 8 juin 2020, la Direction générale des Finances publiques par décision du 24 juin 2020 a désigné comme commissaires :

**COMMISSAIRES TITULAIRES : GRESSLER Damien, MULLER Philippe, POOS Stéphanie, SOLLE Sandrine, HAAG Vincent, SCHWAB Nadia**

**COMMISSAIRES SUPPLEANTS : D'ALPAOS Chantal, COURRIER Christophe, DE PALMA Francesco, DA MATA RAFAEL Isabel, MASSON Alain, HOLTZINGER David**

**6. Prime exceptionnelle en faveur des agents mobilisés durant l'état d'urgence sanitaire**

**Objet : Fixation des conditions de versement de la prime exceptionnelle à l'égard des agents soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19.**

Le Maire rappelle à l'assemblée :

Le Gouvernement a prévu le versement d'une prime exceptionnelle aux agents qui ont été soumis à un surcroît significatif de travail, que ce soit en présentiel ou en télétravail, pendant la crise sanitaire.

Les conditions du versement de cette prime sont régies par :

- Le décret n°2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19.

Le versement de cette prime est possible pour :

- Les fonctionnaires titulaires et stagiaires ;
- Les agents contractuels de droit public ;
- Les agents contractuels de droit privé employés dans les établissements publics.

Le montant de cette prime est plafonné à 1000 euros par agent.

Le montant de cette prime, qui n'est reconductible, peut être versé en plusieurs fois. Elle est cumulable avec tout autre élément de rémunération lié à la manière de service, à l'engagement professionnel, aux résultats ou à la performance ou versé en compensation des heures supplémentaires, des astreintes et interventions dans le cadre de ces astreintes. Elle est exonérée d'impôt sur le revenu et de cotisations et contributions sociales dans les conditions prévues à l'article 11 de la loi n°2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour l'année 2020. En revanche, elle ne peut pas être cumulée avec

- la prime exceptionnelle prévue à l'article 7 de la loi n°2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 ;
- toute autre prime versée en application de l'article 11 de la loi du 25 avril 2020 susvisée.

#### **CONSIDERANT :**

- Qu'il appartient au Conseil municipal d'ouvrir la possibilité du versement de cette prime ;
- Qu'il appartient au Maire chargé de l'exécution des décisions du Conseil municipal d'accorder ces primes de manière individuelle, en identifiant les agents bénéficiaires, en fixant le montant versé dans la limite du plafond susvisé, et en déterminant les modalités de son versement.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

#### **DECIDE :**

- Du versement d'une prime exceptionnelle pour les agents de la collectivité de Saint-Pierre qui ont été soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics durant l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19 selon les modalités exposées ci-dessus.

#### **ADOpte à l'unanimité des membres présents**

### **7. Demandes de subventions pour vélos électriques**

En application de la décision du Conseil Municipal du 13 février 2020, la commune peut accorder une subvention à hauteur de 200 euros par vélo électrique acheté dans la limite de 2 vélos électriques par foyer.

La mairie a réceptionné une demande de Mme Françoise OSTER RANDON pour un vélo électrique acheté le 26/05/2020 et de M. FISCHER Nicolas pour l'achat d'un vélo électrique acheté le 15/05/2020

Le Conseil décide d'accorder la subvention d'un montant de 200€ à Mme Françoise RANDON et également à Monsieur FISCHER Nicolas

Ce montant est inscrit au chapitre 6574 libellé « subvention vélos électriques » au budget 2020.

#### **Adopté à l'unanimité**

### **8. Formation des élus IPAG**

Le catalogue des formations des élus IPAG 2020 est disponible en mairie pour les élus intéressés

#### 9. Projet de reprise camping

La mairie a réceptionné une demande de reprise du camping, le projet n'a pas abouti.  
Par contre l'idée d'une boîte à dons a été évoqué dans ce projet.  
Le conseil souhaite mettre en place ce principe. Une réflexion est menée par les membres du conseil.

#### 10. Rapport d'activités Office nationale des Forêts 2019

Le maire fait lecture du rapport d'activités de l'Office nationale des Forêts 2019 disponible en mairie ;

#### 11. Rapport d'activités SDIS 2019

Le maire fait lecture du rapport d'activités du SDIS 2019 disponible en mairie ;

#### 12. Divers

##### Recrutement saisonnier

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics,  
Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1974 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale,  
Vu l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, en vertu de laquelle les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou établissement et que celui-ci doit mentionner sur quel grade il habilite l'autorité à recruter,  
Vu l'arrêt maladie de l'agent communal en place au mois de juillet,  
Considérant qu'en raison du surcroît de travail conséquent au fleurissement estival et à la politique du zéro pesticides engagée par la commune il y aurait lieu de créer un emploi saisonnier d'ouvrier d'entretien des espaces verts et fleuris,

le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**DÉCIDE** de créer un emploi saisonnier du 15 juillet au 15 août 2020

**PRÉCISE** que la durée hebdomadaire de l'emploi sera de 35 heures/semaine

**DÉCIDE** que la rémunération se fera sur la base de l'indice brut 350 majoré 327 et ce, au prorata des heures effectuées,

**CHARGE** le Maire d'assurer la publicité de vacance de l'emploi auprès du centre de gestion,

**Adopté à l'unanimité**

- Monsieur Franck SCHOTT, directeur de l'école quitte ses fonctions dans l'école de Saint-Pierre

Mme Camille HEYMANN est nommée directrice de l'école à la prochaine rentrée

- Délégué pour le Conseil de Fabrique : Mme Chantal D'ALPAOS
- Une assurance pour la protection des membres du conseil municipal a été souscrite par le maire
- Réflexion sur l'aménagement de la rue principale pour faire ralentir la circulation

(chicane par exemple)

- Les travaux prévus de au centre socio culturel débiteront après le 15 août

La prochaine réunion est prévue début septembre

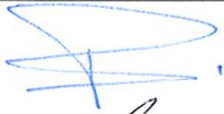









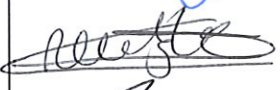
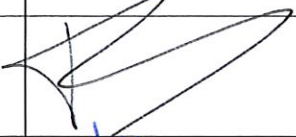

SOUS-PREFECTURE

- 8 JUL. 2020

67 SELESTAT-ERSTEIN



# FEUILLE DE PRESENCE CONSEIL MUNICIPAL DU 6 JUILLET 2020

	Prénoms	Noms	Fonctions	Signatures
Monsieur	Denis	RUXER	Maire	
Monsieur	Philippe	MULLER	Adjoint au Maire	
Monsieur	Alain	MASSON	Adjoint au Maire	
Monsieur	Christophe	COURRIER	Adjoint au Maire	
Monsieur	Damien	GRESSLER	Conseiller Municipal	excusé donne procuration à Laurent EISENECKER
Madame	Sandrine	SOLLE	Conseillère Municipale	
Madame	Nadia	SCHWAB	Conseillère Municipale	
Monsieur	Laurent	EISENECKER	Conseiller Municipal	
Madame	Chantal	D'ALPAOS	Conseillère Municipale	
Madame	Stéphanie	POOS	Conseillère Municipale	
Madame	Estelle	MONPEYSSEN	Conseillère Municipale	
Madame	Valérie	CREUTZBURG	Conseillère Municipale	
Monsieur	Francesco	DE PALMA	Conseiller Municipal	
Monsieur	David	HOLTZINGER	Conseiller Municipal	
Madame	Isabel	DA MATA RAFAEL	Conseillère Municipale	excusée donne procuration à Nadia SCHWAB